



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Arrêté n° 140/2024/DREAL/UD88 du

12 FEV. 2024

**mettant en demeure la société TSA INOX, située à Moussey
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

La Préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 et le livre V, titre Ier du code de l'environnement et notamment ses articles L. 514-5 et L. 512-11 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 429/2010 du 22 février 2010 modifié actualisant les prescriptions applicables aux activités exploitées par la société TSA INOX située sur le territoire de la commune de Moussey ;
- Vu le rapport en date du 11 janvier 2024 suite à la visite de l'inspection des installations classées du 14 décembre 2023, transmis à la société TSA INOX, par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis par courrier à la société TSA INOX, en date du 11 janvier 2024 ;

Considérant que la société TSA INOX ne respecte pas les dispositions de l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé : l'atelier de traitement de surface ne dispose pas de dispositifs permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie ;

Considérant que l'exploitation de ces installations est de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TSA INOX, de respecter les dispositions de l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;

Considérant que la société TSA INOX n'a pas émis d'observation au projet d'arrêté de mise en demeure, qui lui a été transmis le 11 janvier 2024 par l'inspection des installations classées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 - La société TSA INOX située rue Jules Py à Moussey (88210) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé :

- sous un délai de six mois, réaliser une étude pour la mise aux normes de l'atelier de traitement de surface et la transmettre à l'Inspection accompagnée d'un échéancier de travaux ;
- sous un délai de 18 mois, réaliser les travaux de mise aux normes du désenfumage.

Article 2 - La société TSA INOX, informera la Préfète des Vosges et l'inspection des installations classées de la réalisation de la mise en conformité stipulée à l'article 1 et transmettra les justificatifs adéquats dans les meilleurs délais en fonction de leur réalisation et au maximum un mois après les obligations susvisées.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 de cet arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais fixés à compter de la signature du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TSA INOX, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de la commune de Moussey et à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le 12 FEV. 2024

La Préfète,

Par délégation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général

David PERCHERON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.